



Paris, le 19 mai 2021

**« Hercule », ou « Grand EDF » :
La seule chose garantie à ce stade, c'est l'opposition au projet !**

Les Fédérations syndicales FNME CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines ont chacune été reçues les 5 et 6 mai 2021, avec leurs confédérations nationales respectives, par le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire. Elles ont ensuite partagé leurs informations et impressions lors d'une rencontre interfédérale le 10 mai, et avec les députés des oppositions parlementaires le 11 mai. Depuis, les annonces de toutes natures et non officielles vont bon train non pas pour un retrait mais un report potentiel du projet.

Une seule certitude à ce stade, le projet de réorganisation du groupe EDF, qui n'a désormais plus de nom, est toujours le même. C'est donc toujours le projet Hercule, porteur de risques importants pour le service public de l'électricité, pour la France, ses citoyens, ses clients, EDF et ses salariés.

A titre d'exemple, le Ministre a beaucoup insisté pour expliquer une fois de plus tous les intérêts qu'il voit à ce qu'Enedis soit dans l'entité verte du projet... En revanche, concernant les grandes questions réellement importantes pour l'avenir, comme celle sur le capital d'EDF ou celle sur la protection des concessions hydrauliques, le Ministre se retranche encore et toujours derrière une négociation avec la Commission européenne, dont l'aboutissement serait proche... depuis le mois de novembre 2020.

Cela fait six mois que la négociation se termine la semaine prochaine ! Et qu'elle continue de se dérouler dans sa plus grande opacité !

Cette réunion avec le Ministre n'a pas convaincu les fédérations syndicales et a confirmé la volonté du Gouvernement de mettre en œuvre un projet qui répond d'une part à des questions politiques entre la France et la Commission européenne sans que cela ne coûte d'argent aux finances publiques et d'autre part à une logique purement financière. Ce projet, c'est Hercule.

Malgré certaines déclarations d'intention dans la presse, l'absence de réponses précises, et des engagements qui ont une valeur somme toute relative, ce projet est toujours inacceptable. Le calendrier, lui aussi, reste aussi flou que la volonté du Gouvernement de se concerter réellement avec les représentants du personnel. Et même si la tentative du moment était de détourner l'attention pour reporter le même dossier à l'automne ou pendant la trêve estivale, l'interfédérale n'est pas dupe et engage les salariés à en être de même : si le but du ministre est la division, il a échoué car nous sommes encore plus soudés !

Les organisations syndicales représentatives, comme elles le disent depuis deux ans, sont prêtes à des concertations sincères sur les véritables enjeux.

Les propositions de l'interfédérale sont claires et sans ambiguïtés. Elles passent par des mesures immédiates, car le statut quo n'est pas une solution :

- Réévaluation au plus vite du prix de l'AReNH à une valeur permettant de couvrir les coûts conformément aux recommandations de la CRE,
- Recapitalisation du Groupe EDF pour lui permettre de réaliser les investissements nécessaires dans les infrastructures du système électrique national, à très brève échéance.

Ensuite, la méthode proposée pour préparer l'avenir doit passer par la mise en place d'une commission sous l'égide du Haut-Commissaire au Plan et impliquant le Parlement, afin de :

- Dresser le bilan de 20 années de la libéralisation du marché de l'électricité,
- Établir un diagnostic précis et détaillé des causes ayant conduit à l'évolution du prix de l'électricité, à la sous-rémunération et à la sous-capitalisation d'EDF et à son endettement important,
- Se réinterroger sur la place de l'électricité, bien de première nécessité incontournable dans notre société, et indispensable en situation normale comme en cas de crise telle celle que nous vivons,
- Examiner en toute transparence et en se basant sur des études sérieuses, les différentes alternatives permettant d'assurer l'avenir d'EDF et d'améliorer le service rendu aux citoyens, aux entreprises et au pays.

L'interfédérale mobilisée et soudée, continue son action de pédagogie et de partage vers les élus de la Nation. Elle s'associera à une conférence de presse en projet avec les députés de l'opposition d'ici le début du mois de juin.

Hercule change de nom mais pas de contenu, personne n'est dupe et surtout pas le personnel. L'interfédérale réaffirme son opposition totale à ce projet, car d'autres solutions sont possibles sans pour autant rester dans un statu quo.